

# Une recherche scientifique rationalisée pour disparaître ?

RECHERCHE FÉDÉRALE La Belgique disparaîtrait comme clé d'entrée pour de nombreux programmes européens, au profit des Régions

Le contenu du nouvel accord de gouvernement a fait l'effet d'une bombe dans le milieu de la recherche scientifique fédérale. Certes, à titre de soutien à l'innovation, le gouvernement Michel devrait conserver, voire renforcer la dispense de précompte professionnel pour les chercheurs.

Mais, au-delà, c'est la douche froide : « Dans une optique de rationalisation, le Service public fédéral Politique scientifique (NDLR : couramment appelé Belspo) est supprimé. Il est intégré ailleurs comme direction générale. Un audit répertoriera les subventions. A la mi-2015, le gouvernement rationalisera les flux en vue de réaliser des économies nettes. »

En clair, c'est une mesure qui s'apparente, pour des observateurs, à un « démantèlement de Belspo comme entité indépendante ». Le futur ministère de tutelle n'est même pas désigné, ce qui risque de longtemps laisser flotter l'avenir de l'institution, pourtant jugée cruciale par de nombreux acteurs de la recherche. Belspo pilote notamment les programmes PAI, pour lesquels une pétition a été déposée il y a quelques jours par quelque 5.000 chercheurs belges, plusieurs lauréats du Prix Francqui, la plupart des recteurs du pays mais aussi par de nombreux scientifiques étrangers et un Prix Nobel, François Englert. Son budget est de 163 millions d'euros. Elle soutient 47 réseaux de recherches fondamentales dans le pays. Quant au budget de Belspo, qui compte près de 3.000 collaborateurs, il est de 600 millions.

Le gouvernement fédéral veut manifestement porter l'initiative vers les Régions : « Le gouvernement mettra l'accent sur une meilleure concordance politique vis-à-vis des Régions. » Exemple

concret ? Le gouvernement entend créer un Office interfédéral pour l'espace, « qui regroupera l'ensemble des ressources que les départements fédéraux consacrent aux activités spatiales ». Associer les Régions, cet office, une sorte d'agence spatiale belge, « doit assurer une meilleure coordination de la politique spatiale et viser une répartition équitable du retour sur investissement entre les différentes Régions ».

## « Du confédéralisme feutré »

« C'est une sorte de confédéralisme feutré, une manière de créer une 7<sup>e</sup> réforme de l'Etat avant l'heure, sans la déclarer. Les Régions devront être associées à toutes les décisions en matière de spatial, alors que la structure actuelle convenait parfaitement aux industriels du secteur », réagissent nos interlocuteurs. « L'agence anglaise, pour 100 millions de budget, utilise 150 personnes. Belspo, pour 200 millions, n'en utilise que 15. Cette réforme induit la suivante, que le tout sera financé par les Régions et donc séparé. En y ajoutant une coupe de 10 % du budget dans la fonction publique fédérale, on aura 10 % de chercheurs en moins. En réalité, la politique fédérale de recherche va devoir mettre des chercheurs à la porte. C'est une véritable catastrophe. Le budget 2015 prévoit une

perte sèche de 5 millions pour la dotation belge à l'Agence spatiale européenne. »

Pour nos interlocuteurs, le « plan secret » serait de démontrer l'inefficacité du département en le privant de nombreux moyens, afin de pouvoir le dépecer lors de prochaines négociations communautaires. « Or, la visibilité de Bruxelles, de la Flandre ou de la Wallonie dans l'océan européen, elle est quasi nulle. La

Belgique, c'est la clé d'entrée pour de nombreux programmes européens. »

Enfin, le gouvernement entend entreprendre une réforme profonde des établissements scientifiques fédéraux (ESF), actuellement pilotés par Belspo : « La mise en place d'une nouvelle structure qui reflète la responsabilité et la responsabilisation est la meilleure manière d'y parvenir : elle sera basée sur une autonomisation des différents établissements. » « Ces établissements n'ont pas la taille critique pour gérer efficacement cela », remarque un autre observateur.

Le gouvernement examinera aussi quoi faire du Belgica, notre seul navire océanographique : « La possibilité de faire appel à un autre navire de recherche sera étudiée. Si cela s'avère impossible, les différentes pistes pour le financement d'un navire seront examinées. » Soit un dossier qui traîne en l'état depuis au moins 15 ans, sans décision, tandis que le Belgica pourrit sur pied. C'est un peu ce que craignent de nombreux scientifiques face à cette réforme : qu'on laisse pourrir la recherche fédérale sur pied... ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS